

L'Adresse—M. Trudeau

Par inexpérience ou par naïveté, je ne sais, le premier ministre n'avait aucune conscience du problème extrêmement délicat que pose le déménagement de notre ambassade à l'ensemble des nations du Moyen-Orient. Apparemment, il croyait que tout ce qui était favorable au vote conservateur à Toronto était également favorable au reste de l'univers. Mais lorsque le monde entier lui est tombé sur la tête, il a retraité avec une rapidité digne des plus hauts standards olympiques. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Atkey) ne fit rien pour corriger l'image d'ineptie du gouvernement en déclarant sans réfléchir que les jappements du monde arabe étaient pires que ses morsures. Eh bien, ce sont ces morsures, monsieur le président, qui infligent à l'heure actuelle de sérieuses blessures aux compagnies exportatrices et aux travailleurs canadiens.

C'est une chose que de prendre fermement position sur une question de principe et d'assumer en toute lucidité les conséquences que cela doit entraîner. C'en est une autre de s'accrocher avec obstination à une position hautement controversée et conçue à la hâte sans qu'on en ait vraiment pesé les répercussions. Lorsqu'il devint évident, même pour les progressistes conservateurs que leur position sur le déménagement de l'ambassade à Jérusalem était une intrusion dangereuse et nuisible dans les fragiles pourparlers de paix au Moyen-Orient et qu'elle portait en même temps atteinte aux intérêts économiques du Canada, on se serait attendu que le gouvernement reconnaisse son erreur en cherchant à sauver la face aussi bien que possible.

Rien de cela ne s'est produit. Au contraire, nous avons assisté à l'un des spectacles les plus affligeants qu'il ait été donné de voir dans les annales de la vie politique canadienne. Pour éviter tout embarras personnel, le premier ministre a choisi d'humilier son ancien leader. Comme une victime expiatoire, Robert Stanfield a été envoyé au Moyen-Orient où il se traîne piteusement d'une capitale à l'autre, soi-disant pour faire gagner du temps au premier ministre, alors qu'en réalité il ne fait que récolter le mépris pour un gouvernement qui à coup d'embardees se dirige inéluctablement vers un renversement de position d'autant plus humiliante qu'il aura été retardé si longtemps.

M. Pepin: Un autre Suez!

Une voix: Dépenser des millions pour rien!

M. Trudeau: Le troisième exemple de la confusion du gouvernement a trait, lui aussi, à la politique étrangère. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M^{lle} MacDonald) s'est présenté devant l'assemblée des Nations Unies pour lancer un vibrant appel à plus de générosité et à une meilleure coopération de tous les pays dans le domaine des droits de la personne et de la justice sociale. Plusieurs estimeront, et nous sommes de ceux-là, que la diplomatie secrète et discrète est plus efficace que les grands discours pour assurer le respect de ces droits. Mais nous ne condamnons pas pour autant les intentions généreuses du ministre. Ce que nous condamnons, ce sont les messages contradictoires que lance le gouvernement, car au moment même où l'honorable représentante incitait les autres pays à compatir davantage au sort des opprimés et, présumément, à les aider de leurs deniers, puisque sans justice économique les droits de la personne demeurent un

vain mot, le ministre des Finances avertissait les nations pauvres, aux conférences de Malte et de Belgrade, de ne pas venir quémander une aide accrue au Canada quels que soient leurs besoins. Et le ministre d'État chargé de l'Agence canadienne de développement international (M. Asselin), qui siège là-bas avec ses pigeons voyageurs, confiait ici même à la presse du pays que le gouvernement avait l'intention de réduire les sommes consacrées à l'aide à l'étranger.

Le résultat net de tout cela, monsieur le président, est que la réputation solide, établie du Canada comme un allié ouvert, engagé et généreux du Tiers-Monde dans la lutte pour une plus grande justice économique et sociale s'est transformée du jour au lendemain en celle d'un pays hypocrite. Le Canada supportera toute initiative pour faire avancer la cause de la justice sociale et du développement économique dans le Tiers-Monde pourvu que personne ne nous demande un sou. Nous serons en faveur de toute mesure qui pourrait s'avérer utile, à condition que quelqu'un d'autre paie la note. Voilà le message hypocrite que le gouvernement envoie aux autres pays du monde. Même le secrétaire d'État aux Affaires extérieures contredit ses propres exhortations aux Nations Unies en suggérant que le Canada devrait peut-être concentrer son aide sur les pays en voie de développement dont l'économie est en réel progrès et diminuer son appui aux pays plus pauvres. Cela équivaut à prôner l'assurance-maladie pour les gens en santé, monsieur le président, en laissant à la charité privée le soin de s'occuper des personnes sérieusement malades.

Rien d'étonnant à ce que les pays moins fortunés qui considéraient le Canada comme un de leurs alliés les plus forts et les plus commis à leur cause commencent à nous regarder comme des amis peu fiables. Monsieur le président, lorsque les progressistes conservateurs ont pris le pouvoir, le Canada avait très peu d'ennemis à travers le monde. En quelques mois à peine, le gouvernement a réussi à se mettre à dos l'Argentine, le Pakistan, plusieurs pays d'Afrique et toutes les nations du Proche-Orient. Un fier bilan, monsieur le président, qui laisse attendre peu de choses de ce gouvernement.

On pourrait allonger indéfiniment cette «chronique de la confusion», monsieur le président. Et combien de fois n'avons-nous pas entendu dire avant les élections que si les progressistes conservateurs étaient portés au pouvoir ils restaureraient la juste suprématie de la Chambre des communes. Depuis les élections, les progressistes conservateurs n'ont pas manqué de répéter leur engagement en faveur d'un Parlement plus ouvert et plus efficace. A mon avis il n'y avait qu'un seul problème, savoir qu'ils n'avaient aucune envie de convoquer ce Parlement, monsieur le président. Et pendant que la Chambre ne siégeait pas, ils ont transféré des portefeuilles importants de la Chambre des communes au Sénat; ils ont mis sur pied ce qu'ils ont appelé des comités parlementaires où ne siègent en fait que des progressistes conservateurs; ils ont dévoilé au caucus progressiste conservateur, longtemps avant qu'ils ne soient rendus publics, les résultats d'études ministérielles sur l'énergie et le transport; ils ont dépensé quelque 10 milliards de dollars par simple mandat du Gouverneur général sans être plus pressés qu'il ne faut d'obtenir l'assentiment du Parlement; enfin ils ont annoncé des mesures budgétaires en dehors de la Chambre.